

World Vision Sénégal

24/06/2018

EVALUATION FINALE DE PROGRAMME
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE ZONE (ADP)
KATHIOTTE

Table des matières

Remerciements.....	4
Abréviations.....	4
Synthèse	6
Cadre de l'évaluation.....	8
Contexte.....	8
But, objectif et portée de l'évaluation.....	8
Méthodologie, approche et limites.....	9
Revue de littérature.....	9
Evaluation quantitative - Enquêtes auprès des ménages.....	9
Evaluation qualitative.....	12
Groupes de réflexion (focus group) – Réunions communautaires.....	12
Entretiens semi-structurés	14
Témoignages personnels et Observations directes.....	15
Limites.....	17
Résultats	17
Pertinence de tous les projets ADP.....	18
Efficacité de tous les projets ADP.....	19
Eau/ Assainissement / Hygiène (WASH) et Santé	19
Education	21
Moyens de subsistance.....	22
Facteurs favorisant ou limitant l'efficacité des programmes.....	23
Impacts des interventions en lien avec le projet Moyens de subsistance.....	23
Santé :.....	23
(Mal)Nutrition	24
Education :.....	24
Eau et assainissement :.....	25
Moyens de subsistance – développement économique	25
Moyens de subsistance – maraîchage	26
Moyens de subsistance – banques céréalières.....	26
Pérennité des interventions du projet de Moyens de Subsistance.....	26
Planification et appropriation des actions.....	26
Diversification des groupes cibles (inclure jeunes et hommes).....	27
Dotations - donations initiales raisonnées.....	27
Contextualisation et partenariats	28
Recommandations.....	28
WASH et Santé :.....	28
Education	29
Moyens de subsistance.....	30
Partenariats	30
Programme-processus-management	31
Conclusions.....	32
Annexes	33

Rapport de l'évaluation finale de l'ADP de Kathiotte	Juin 2018
Annexe 1 : Termes de références	33
Annexe 2 : Rapport de lancement	33
Annexe 3 : Bibliographie	33
Annexe 4 : Questionnaires	33
Annexe 5 : Base de données	33
Annexe 6 : Rapport de terrain.....	33
Annexe 7 : Liste des personnes interviewées	33

Remerciements

Nous tenons à remercier :

Notre statisticienne [REDACTED], qui a fait un travail exceptionnel sur les données quantitative. Elle a non seulement nettoyé la base de données et tiré des résultats, mais a également pris la peine de les interpréter et de nous présenter des analyses multi-variées, qui n'auraient jamais vu le jour si nous avions dû le faire nous-même ;

Nos traducteurs et rapporteurs [REDACTED] pour nous avoir accompagnées sur le terrain, avoir assuré la traduction des échanges et la prise de note, et pour leur engagement à faire de cette évaluation un succès ;

[REDACTED] et l'équipe d'énumérateurs pour avoir conduit l'étude quantitative ;

Nos anges gardiens [REDACTED] et [REDACTED], qui ont su optimiser notre temps sur le terrain et nous permettre d'accomplir un maximum de choses en un minimum de temps ;

L'équipe World Vision de Kaffrine et celle de Dakar, pour leur disponibilité et leur volonté de partager avec nous leurs connaissances sur l'ADP de Kathiotte ;

[REDACTED] et [REDACTED] de World Vision Allemagne, sans qui rien de tout cela n'aurait été possible.

Note : La présente évaluation, financée et par World Vision Allemagne, est présentée par les consultantes [REDACTED] et [REDACTED]. Le rapport ne reflète pas les points de vue et opinions de World Vision Allemagne, mais plutôt ceux exprimés par les communautés.

Abréviations

ADP	Area development programme – programme de développement de zone
APE	Association des Parents d'Elève
ARD	Agence régionale de développement
ASUFOR	Associations des usagers du forage
AVEC	Association Villageoise d'Epargne et de Crédits
BLST project	Projet Beylen Sen Tol
CADL	Comité d'Appui au Développement Local
CAVE	Cellules d'Alertes, de Veilles et d'Ecoutes
CDPE/CLPE	Comité Départemental/Local de Protection de l'Enfance
CODEC	Collectif des Directeurs d'écoles
CVA	Citizen Voice et Actions
GIE	Groupe d'Intérêt Economique
GPF	Groupement de Promotion Féminine

ICP	Infirmière Chef de Poste
IEF	Inspection pour l'Education et la Formation
ODK	Open Data Kit (application de collecte de données)
OFOR	Office des Forages Ruraux
PPS	Probabilité proportionnelle à la taille
SCOFI	Sensibilisation pour l'inscription et le maintien des filles à l'école
SDDR	Service Départemental du développement Rural
TdR	Termes de Référence
WASH	Eau, Assainissement, Installations sanitaires et Hygiène

Synthèse

L'évaluation du programme de développement de la zone de Kathiotte a montré la pertinence des projets de l'ADP, qui s'inscrivent dans le plan de développement local et répondent aux besoins de la population. Il convient cependant de relever que, en ce qui concerne l'éducation, la population avait mis l'accent sur l'enseignement de l'arabe et du Coran. Le changement du système éducatif national (depuis 2012), qui reconnaît maintenant la pertinence de l'école Franco-Arabe, mériterait d'être pris en compte pour améliorer cette composante. L'évaluation a démontré l'efficacité des projets répondant aux attentes de la population ainsi que l'impact du projet « moyens de subsistance ». Elle a finalement estimé la vraisemblance qu'une grande partie des acquis suite à l'ADP de Kathiotte pourront s'inscrire dans la durée si la phase de transition est dûment menée suivant le plan prévu.

Le niveau d'atteinte des objectifs et des résultats du projet est satisfaisant. Cela est dû à la planification intensive avec les communautés concernées, les autorités locales et les différents partenaires de mise en œuvre. Le choix d'une approche multisectorielle, même si elle a compliqué la tâche des gestionnaires de l'ADP suite à la restructuration, a permis une couverture holistique des besoins.

Bien que certaines différences aient été constatées entre l'étude quantitative et l'étude qualitative, tous les résultats sont explicables et les consultants ont privilégié l'analyse qualitative pour confirmer l'impact de la composante « moyens de subsistance ».

Si certains acquis semblent être assurés dans la longévité, force est de constater que la pérennité de certaines actions, notamment au niveau de la santé, sont dépendantes de la poursuite des activités liées aux changements de comportements et de la capacité du Gouvernement du Sénégal et des ministères compétents de prendre en charge l'héritage du projet (essentiellement la gestion et le personnel des cases et postes de santé). Seul un investissement dans ce domaine pourra garantir les excellents progrès constatés au niveau de la santé de la population – même si des efforts sont encore à faire au niveau de la malnutrition.

On peut affirmer que le projet a contribué à :

1. Permettre à l'ensemble de la population d'avoir accès à de l'eau potable à travers l'installation de forages et d'adductions d'eau apportant l'eau au cœur des villages;
2. Améliorer la totalité des indicateurs au niveau de la santé, à l'exception de ceux relatifs à la malnutrition ;
3. Impulser efficacement la diversification des moyens de subsistance ;
4. Autonomiser les femmes et leur donner accès à des activités génératrices de revenus (AVEC, GIE, GPF) ;
5. Amener la culture du préscolaire à travers les cases des tout-petits.
6. Renforcer l'identification de leurs besoins par les communautés sous la direction de leurs autorités ainsi que l'implication des acteurs locaux de développement.

Les principales leçons apprises de cette évaluation sont :

1. L'implication des communautés et des autorités locales a permis de prendre en considération l'essentiel des besoins de la population et de mettre en place des programmes adaptés pour y répondre ;
2. L'importance de renforcer la pérennité des structures formelles et informelles mises en place pendant l'ADP (par le programme leadership) ;
3. Pour démontrer l'impact de ses programmes sur les enfants, un indicateur correspondant à la malnutrition chronique devrait être intégré au programme ;
4. Les actions visant la promotion des bonnes pratiques alimentaires et d'hygiène prennent du temps et nécessitent d'être renforcées pour vaincre les tabous et changer les comportements ;
5. Pour améliorer l'alphabétisation dans les régions où le taux de scolarisation est bas et la préférence va à l'école coranique, World Vision devrait envisager soutenir un enseignement « franco-arabe », maintenant officiellement reconnu sous le système éducatif sénégalais ;
6. Encourager une meilleure coopération entre les différents groupes pour favoriser les échanges et assurer la relève. D'autre part, lier les AVEC aux GIE ou aux GPF afin de favoriser l'épargne au sein des activités de développement économique et de structurer l'économie locale ;
7. La phase de transition est vitale pour la pérennisation des programmes – il est important d'en respecter le déroulement et la durée.

L'appréciation des performances du projet et les leçons apprises du programme permettent de faire des recommandations pour l'ADP en cours mais également pour la mise en place d'un nouvel ADP :

1. Secteur santé, de l'eau et de l'assainissement : Renforcer le suivi nutritionnel, la sensibilisation aux changements de comportements, et intégrer la gestion des déchets pour palier à l'insalubrité.
1. Secteur éducation : renforcer la coordination avec l'IEF ; améliorer la contextualisation pour proposer d'autres alternatives à l'école laïque ; et offrir des programmes d'alphabétisation fonctionnelle pour les adultes.
2. Secteur moyens de subsistance : renforcer le partage de connaissances entre les différents groupes de développement économiques ; stimuler la pérennité des activités économiques (par l'épargne et le crédit) ; renforcer la transition et l'accompagnement à long-terme ; et investir pour des banques céréalères responsables¹.
3. Secteur partenariat : renforcer la planification avec la collectivité locale ; identifier des acteurs locaux pour assurer la pérennité des actions après le départ de World Vision ; et évaluer les partenaires pour mieux les accompagner.
4. Secteur programme-processus-management : reconnaître l'importance et renforcer la phase préparatoire ; limiter les multiples alignements de cadre logiques ; renforcer la phase de transition ; et améliorer la gestion durable des ressources humaines.

L'évaluation finale de l'ADP de Kathiotte a mis en exergue une approche développementale efficace qui a apporté des changements durables aux populations rurales. Si quelques points restent à renforcer, nous sommes confiantes qu'une large partie des efforts effectués dans la zone de Kathiotte aura un impact dans la durée, et saluons le travail effectué par World Vision pour améliorer le bien-être de la population de cette zone.

¹ Par banques céréalères responsables, nous entendons des banques céréalères qui ne pratiquent pas l'usure.

Cadre de l'évaluation

Contexte

La communauté rurale de Kathiotte est située au nord-est de l'arrondissement de Katakél. Elle est limitée au nord par les communautés rurales de Kahi et Malem Hodar, au sud par la commune de Diamagadio, à l'est par la commune de Ndiognik.

Le climat est de type soudano sahélien, divisé en deux saisons distinctes; la saison des pluies de juin à octobre et la saison sèche de novembre à mai. Les saisons rythment les activités rurales de la zone. La végétation est de type sahélien herbacé avec les essences composées pour l'essentiel de dimb, de baobab, Mbep, nété et de nguer. Il n'y a pas de forêt classée. La faune est constituée essentiellement d'oiseaux, de reptiles, de chacals et de perdrix. Les ressources en eau sont de deux sortes : les eaux de surface composées de mares et de bas-fond dans la quasi-totalité des villages, et les eaux souterraines qui alimentent les puits.

La cause sous-jacente de la pauvreté de la communauté rurale de Kathiotte est la dégradation continue des terres qui a des conséquences désastreuses sur les activités agricoles, l'élevage – notamment de la gestion des ressources pastorales – et la gestion de l'eau. Les groupes vulnérables, notamment des femmes, sont encore les plus touchés parce qu'elles ont un accès difficile sinon nul aux ressources foncières et financières, notamment le crédit.

Le programme de développement de la zone de Kathiotte (ADP) a débuté en 1999 et a connu trois cycles de quatre à six ans chacun, ainsi qu'une phase de transition. L'ADP va se terminer en septembre 2018.

L'ADP a été initié par World Vision Sénégal, en étroite collaboration avec ses partenaires et les parties prenantes. Le projet a été financé par des fonds de parrainage par World vision Allemagne. Les secteurs d'intervention sont le WASH, la santé, l'éducation et les moyens de subsistance et ont été mis en place pendant toute la durée de vie du programme dans 24 villages.

Il y a une dizaine d'années, en lien avec la politique de décentralisation du processus, l'ADP a aligné ses cycles de planification avec ceux de la commune de Kathiotte et son plan de développement local. La commune est devenue un des partenaires clés de l'ADP et de World Vision Sénégal.

Le projet ADP de Kathiotte vise à travailler avec 18'923 bénéficiaires, dont 11'000 enfants. Au cours des 13 dernières années, en lien étroit avec l'ADP, différents financements ont été reçus, comme le programme WASH et le programme « facilité alimentaire » de l'Union Européenne, ainsi que le projet Beysatol visant à améliorer les moyens de subsistance et la gestion de l'environnement.

But, objectif et portée de l'évaluation

Dans le but de s'assurer de la qualité de ses programmes et dans une démarche de redevabilité face à ses bailleurs et à ses bénéficiaires, World Vision a commissionné une évaluation indépendante de son programme de développement de la zone de Kathiotte.

Les objectifs principaux de l'évaluation sont (cf Annexe 1 – TdR) :

1. Analyser la pertinence et l'efficacité de tous les projets de l'ADP ;

2. Evaluer l'impact du projet « moyens de subsistance », en tenant compte des contributions potentielles des autres projets, tels que la sécurité alimentaire, l'eau et assainissement, ainsi que le projet Beysatol; et
3. Estimer la vraisemblance que les changements positifs obtenus à travers le projet ADP soient pérennes à moyen terme.

Pour évaluer la pérennité des projets et du programme dans son ensemble, les thèmes transversaux tels que l'implication des bénéficiaires dans toutes ses phases du cycle de projet, le renforcement des partenaires et acteurs locaux ont été étudiés avec une attention particulière.

World Vision a demandé de réduire le cadre de l'évaluation et de n'évaluer la composante efficacité pour aucun des éléments du programme. Dès lors, aucun des résultats spécifiques par projets liés à la mobilisation des ressources et la gestion de programme n'ont été inclus dans cette évaluation.

Méthodologie, approche et limites

Pour répondre aux questions d'évaluation, nous avons combiné une revue de littérature avec une collecte de données quantitative et qualitative sur le terrain, et en avons fait une analyse détaillée. Cela nous a permis de trianguler les données obtenues auprès des bénéficiaires, des responsables du projet, des partenaires et autres acteurs avec les données secondaires. L'approche de l'évaluation a pris en compte le genre et les groupes vulnérables. L'approche a été participative par nature, incluant les groupes vulnérables dans la collecte de données.

L'approche méthodologique, expliquée et validée dans le rapport de lancement (cf. Annexe 2 - Inception report) a été mise en œuvre et les résultats en sont présentés ci-dessous.

Revue de littérature

Les documents de programme ont été collectés et listés comme les rapports annuels, les enquêtes de référence, les évaluations et les documents spécifiques à chaque projet. Des données documentaires supplémentaires ont également été collectées pour enrichir la compréhension du contexte, avoir des éléments de comparaison et situer le programme dans son environnement de mise en œuvre. Ainsi par exemple, l'analyse de la stratégie de développement nationale et locale a permis de voir dans quelles mesures le programme répond aux besoins locaux et par là même de juger son caractère pérenne. Les documents collectés dans cette phase ont été listés, annexés et catégorisés pour faciliter l'analyse de leur contenu et les regrouper en fonction de leur apport à cette étude. Le tableau en Annexe 3 synthétise les principaux documents collectés et consultés ainsi que leur apport à cette étude.

Evaluation quantitative - Enquêtes auprès des ménages

Les méthodes statistiques proposées avaient originellement trois objectifs, dont seuls deux ont été retenus par l'équipe de terrain (voir ci-dessous les raisons de l'abandon d'un des objectifs) :

1. Réaliser des statistiques descriptives des indicateurs du programme et d'observer l'évolution des données 2018 avec les données antérieures collectées au début du programme (2007) ou en cours de programme (2015).
2. Réaliser des analyses statistiques de type régression logistique binaire entre les différentes variables du programme afin d'établir des liens entre ces variables.

Le mode de calcul qui a été utilisé pour l'échantillonnage de la population implique un échantillonnage par grappe. Cette méthode présente les inconvénients suivants : dès que la corrélation spatiale est significative, les observations de la même grappe sont redondantes. Ces observations représentent donc un coût inutile. De plus, le regroupement des observations en grappes se fait au détriment de la bonne représentativité de l'échantillon. Pour limiter les inconvénients d'une telle méthode, une approche de probabilité proportionnelle à la taille (PPS) a été appliquée.

Le premier objectif avait pour finalité de mesurer de manière statistique l'impact du programme en mesurant l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans et sa relation avec les activités du programme. Malheureusement, le périmètre brachial n'a pas pu être collecté sur le terrain par l'équipe de collecte des données quantitatives (voir section sur les limites). De plus, les ménages de l'échantillon (et des communes évaluées) étant tous bénéficiaire du programme, cela ne nous a pas permis d'avoir de valeur comparative de base.

Pour le calcul de l'échantillon, nous nous sommes basées sur les données des enfants de six à 59 mois. Ce choix se justifie par le fait que l'état de santé des enfants de six à 59 mois dans un ménage est un excellent baromètre pour évaluer l'insécurité alimentaire des ménages, les problèmes rencontrés liés à l'hygiène et à l'assainissement, ainsi que les moyens de subsistance des ménages. Les données théoriques nécessaires pour le calcul de l'échantillon sont tirées de la dernière enquête SMART de 2015 réalisé au Sénégal², pour le département de Kaffrine (qui inclut Kathiotte). Nous avons décidé de prendre une précision à 5%, soit 205 enfants de moins cinq ans, qui correspond à 253 ménages. En ajoutant une marge de 5% de taux de non réponse, cela nous mène à 215 enfants de moins cinq ans soit **265 ménages**.

$$N_{HH} = \frac{N_{\text{Children}}}{(\text{HH size} \times \% \text{ of Under 5} \times 0.9)}$$

Le questionnaire utilisé pour la collecte des données reprend les thématiques principales ciblées par le projet (cf. Annexe 4 – Questionnaires) :

1. La santé
2. L'hygiène et l'assainissement
3. Les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ménages
4. L'Education

Les questionnaires ont été élaborés conjointement entre l'équipe de consultantes et World Vision Sénégal. Pour limiter le temps des consultantes au Sénégal, World Vision Sénégal a fait appel à un consultant local pour gérer les enquêtes quantitatives avec le système ODK. Ce dernier a adapté le questionnaire sur le système ODK, participé à la formation des énumérateurs en encadré l'équipe d'énumérateurs, en partenariat avec l'équipe de World Vision Sénégal. La répartition des enquêtes faites par huit énumérateurs nationaux est la suivante:

² UNICEF, 2016, Enquête nutritionnelle nationale utilisant la méthodologie SMART, 188p.

Numéro	Nom village	Population totale	Allocation des strates	Nombre de Strate par village	Nombre de ménage par village
N°1	████	479	1	1	8
N°2	██████	929	2	1	9
N°3	████████	817	3	1	8
N°5	████	933	4,5	2	18
N°6	██████	3228	6,7,8,9	4	36
N°7	██████	693	10	1	9
N°8	██████	819	11	1	9
N°9	██████	1630	12,13	2	18
N°10	██████	1000	14	1	9
N°11	██████	654	15,	1	9
N°13	██████	877	16,	1	8
N°14	██████	1679	17,18	2	18
N°15	██████	1346	19,20,21	3	27
N°16	██████	3218	22,23,24	3	27
N°17	████	892	25	1	8
N°18	████	407	26	1	9
N°19	██████	1223	27	1	9
N°20	██████	874	28,29	2	18
N°23	██████	398	30	1	8
Total		23573	30	30	265

Compte tenu de la méthode d'échantillonnage, seuls les villages suivants n'ont donc pas été enquêtés :

Numéro	Nom village	Population totale	Allocation des strates	Nombre de Strate par village	Nombre de ménage par village
N°4	████████	166	0	0	0
N°12	████████	237	0	0	0
N°21	██████	36	0	0	0
N°22	██████	694	0	0	0
N°24	██████	344	0	0	0

Les résultats ont été analysés à l'aide du logiciel 'R'. Nous avons, à partir du fichier original Excel contenant les données terrain, séparé le fichier en trois, selon les thématiques suivantes : Santé et WASH ; Education ; Moyen de subsistance, et avons effectué un codage de certaines variables pour réaliser l'analyse (cf. Annexe 5 – Base de données). Après lecture de la base de donnée collectée sur le terrain, certaines variables n'ont malheureusement pas pu être incluses dans l'analyse (manque de

cohérence de certaines réponses, score des questions non référencé, etc.). Les variables qui n'ont pas pu être incluses dans l'analyse sont les suivantes :

1. Les variables portant sur les stratégies d'adaptation. Cela est dû à une erreur dans la conception du questionnaire.
2. Les variables portant sur la collecte de l'eau, dont une partie des valeurs est totalement improbable. On peut néanmoins affirmer que la totalité des ménages interrogés ont accès à l'eau potable, quel que soit le débit au point d'eau.

Evaluation qualitative

Avant de procéder à l'évaluation qualitative, un groupe de discussion a été tenu avec l'équipe de World Vision Sénégal, responsable de la mise en œuvre de l'ADP de Kathiotte. Cette discussion avait pour objectif de vérifier la validité de l'approche terrain, les axes de travail choisis, et d'identifier les potentiels oubliés. De même, un débriefing avec la même équipe a fait suite à l'évaluation qualitative, nous permettant de présenter et d'argumenter les résultats et les recommandations initiales.

Groupes de réflexion (focus group) – Réunions communautaires

En fonction de la dynamique présente dans chaque village visité, les équipes d'évaluation ont mené des groupes de discussion thématique ou des réunions communautaires. Les deux équipes étaient constituées d'une consultante internationale, d'un traducteur et d'un rapporteur, en vue de limiter les biais d'interprétation et pour permettre de confronter les résultats pour une analyse plus fine. Les équipes étaient mixtes afin de prendre en compte la problématique de genre. Sur les huit villages évalués lors de l'étude qualitative, un total de 28 réunions communautaires ou groupes de discussion ont été tenus, avec une moyenne de neuf participants par groupe (63% de femmes et 37% d'hommes).

Le tableau suivant synthétise le nombre de villages visités ainsi que les thématiques et groupes de réflexion menés. Les notes de discussions sont disponibles en Annexe 6 – Rapport de terrain.

Nom de la localité	Type de discussion	Nombre de participants	
		Femmes	Hommes
██████████	GIE – Femmes transformatrices	11	-
	AVEC	10	-
	Groupe d'enfants	6	6
	CODEC/CGE	-	4
	Poste de santé	4	2
██████████	AVEC – GPF		
	Périmètres maraîchers	22	
	Banque céréalière	2	20
	Relais communautaire		
██████████	ASUFOR	1	5

	Maraichers	1	8
	AVEC- GIE	+7	-
	Banque céréalière	-	2
████████	ASUFOR	1	8
	AVEC – GIE	+40	-
	Maraichers	-	8
██████████	ASUFOR	-	2
	AVEC – GPF		
	Banque céréalière		
	Poste de santé	3	2
	Maraîchage		
██████	AVEC/GPF	21	-
	Maraichers		
	ASUFOR		
██████████	Maraichers	4	7
	AVEC/GPF	11	-
██████████	AVEC/GPF	14	-
	Case de santé	6	-

Entretiens semi-structurés

Suite à l'analyse des acteurs faite par les consultantes, nous avons travaillé avec l'équipe de World Vision Sénégal pour organiser les rencontres en fonction des disponibilités et des partenaires qui paraissaient les plus à même à répondre aux questions élaborées. La liste suivante indique les différents entretiens menés. Le compte rendu de ces entretiens sont attachés en Annexe 6 et la liste des personnes interviewer en Annexe 7 – Liste des personnes interviewées.

- ✓ SCOFI – protection de l'enfance et particulièrement des jeunes filles, (mise en place des CAVE et groupe d'alerte au niveau villageois ;
- ✓ IEF – [REDACTED]
- ✓ [REDACTED] la petite enfance – Mise en place et suivi des « case des tout-petits » (préscolaire) ;
- ✓ CADL – Comité d'Appui au Développement Local, accompagnement des activités de développement au niveau communautaire. Partenaire de mise en œuvre du volet « moyens de subsistance » du programme ADP ;
- ✓ [REDACTED] – structure de micro-finance, soutien aux organismes de micro-crédits du programme de l'ADP Kathiotte ;
- ✓ Agence Régionale de Développement (ARD) – Responsable de la mise en œuvre du plan de développement local ;
- ✓ Services Départementaux de Développement Rural (SDDR) – formation des bénéficiaires sur le maraîchage et l'irrigation, ainsi que la multiplication des semences ; formation des techniques administratives et financières pour les banques céréalères ;
- ✓ Mutuelle de Santé – système d'assurance maladie pour les villageois ;
- ✓ Puits et forages – responsable de l'accompagnement dans l'autosuffisance en eau ;
- ✓ OFOR – [REDACTED]. Suivi des installations hydrauliques de Kathiotte ;
- ✓ Croix-Rouge sénégalaise, branche de Kaffrine – partenaire pour la formation à la gestion des catastrophes ;
- ✓ [REDACTED]
- ✓ Chefs des villages ADP – « Porte d'entrée » pour toute intervention de WV Sénégal dans les villages. Les entretiens ont été menés dans sept des huit villages visités, le huitième étant absent suite à un décès, et n'ayant pas donné l'autorisation à son « remplaçant » de parler au nom du village ; ✓ Infirmiers Chefs de Postes (ICP), sages-femmes et relais communautaires.

Des entretiens ont été menés avec les membres de l'équipe de World Vision Sénégal responsables de la mise en œuvre du programme ADP Kathiotte, ainsi qu'au siège à Dakar :

Base	Nom	Fonction
Bureau de Kaffrine	[REDACTED]	Responsable de la base de Kaffrine
	[REDACTED]	Manager de Programmes
	[REDACTED]	Responsable Suivi Evaluation
	[REDACTED]	Spécialiste Livelihood
Bureau National de WV Sénégal	[REDACTED]	Directeur National
	[REDACTED]	Directeur des Opérations

		Conseiller national Suivi/Evaluation
		Conseiller national Moyens d'existences
		Conseiller Education

En complément, un entretien a été mené à la fin de l'évaluation avec Thorsten Baer, Référent Suivi/évaluation de World Vision Allemagne, ce dernier ayant été impliqué dans le suivi et la mise en œuvre du projet ADP depuis de nombreuses années.

Témoignages personnels et Observations directes

Les témoignages et observations directes ont été documentés en annexe 3 et servent à valider et vérifier la fiabilité des informations collectées. Cependant, comme expliqué la section suivante, la spécificité de la période de Ramadan a directement impacté les observations, ne permettant pas de relever in situ le mode de consommation et d'alimentation des villageois. Ci-dessous quelques exemples de témoignages pertinents :

- ✓ « Dans nos communautés, les femmes sont surchargées, ce sont elles qui font tout, elles n'ont pas le droit de consacrer du temps à leurs enfants. Et tant que cela perdurera, nous aurons des problèmes de malnutrition » (ICP Kathiotte) ;
- ✓ « Avec le respect des visites prénatales, l'allaitement exclusif et le respect de la diversification alimentaire, ça sera la fin de la malnutrition » (Sage-femme Kathiotte) ;
- ✓ « Avec cette caisse, on ne se plaint pas, on peut régler nos emprunts avec la caisse sans avoir à solliciter les voisins » Femme de Touba Mouride (AVEC/GIE) ;
- ✓ « En dehors de l'alimentation, j'ai pu louer un semoir et acheté une ordonnance pour mon enfant malade » Femme de Touba Mouride (AVEC/GIE) ;
- ✓ « J'ai acheté une brebis ainsi qu'une armoire » Femme de Touba Mouride (AVEC/GIE) ;
- ✓ « Je peux prendre en charge mes soins et ceux de ma famille, et j'ai pu acheter un lit et une chèvre » Femme de Touba Mouride (AVEC/GIE) ;
- ✓ « Grâce à l'épargne que j'ai fait auprès de la caisse, j'ai pu raccorder ma maison au réseau d'eau potable et installer un toilette chez moi » Femme de Ndioudiene (AVEC) ;
- ✓ « World Vision nous a fait sortir de la corvée d'eau, maintenant nous avons l'eau directement au robinet, cela nous permet d'avoir de l'eau potable, de faire la lessive, d'avoir une meilleure hygiène » Femme de Touba Mouride (AVEC/GIE) ;
- ✓ « On peut dire que la Vison Mondiale a changé les choses, surtout au niveau de la santé des enfants et des femmes avec les relais de santé qui suivent les maladies. Et l'assainissement du village a grandement amélioré l'hygiène » Femme de Katakél
- ✓ « Les recettes du maraîchage sont importantes – cela a permis de finir de construire ma maison et d'acheter une télé, c'est important pour les enfants » Homme de Touba Mouride (Maraîchage)
- ✓ « Le maraîchage permet de nourrir les familles – avant, nous devions aller à Kaffrine pour acheter des légumes, mais avec ce que nous cultivons nous en mangeons à tous les repas » Homme de Santhié Ngalogone (Maraîchage) ;
- ✓ « Maintenant on mange du Mafé, du riz au poisson, de la salade, des concombres. On mange mieux. » Femme de Ngatou Malick (Maraîchage) ;
- ✓ « C'est grâce à la caisse que je paie les frais d'inscriptions de mes enfants et que je peux nourrir ma famille » Femme de Santhié Ngalogone (AVEC) ;
- ✓ « Il ne reste que quelques cas de diarrhée mais c'est rare, il y a une forte régression de cette maladie. Avant, les gens tiraient l'eau au puits, elle n'était pas potable, et les conditions d'hygiène n'étaient pas

favorables. Les gens faisaient leurs besoins en brousse. Les conditions ont changé grâce à World Vision
» (ICP - [REDACTED])

- ✓ « Nos activités ont rendus nos maris « paresseux ». Par respect on leur laisse la chefferie, mais c'est nous qui prenons les décisions parce qu'on a l'argent » Femme de Kataké (AVEC).
- ✓ « L'école française aura des difficultés à recruter 15 élèves sur plusieurs semaines de recherche, alors que l'école coranique en trouvera facilement 100 sur une seule journée » Directeur de l'école de Kathiotte.

Limites

1. Comme le district de sanitaire effectue le suivi pondéral et le dépistage des enfants à quatre périodes fixes dans l'année, l'équipe de World Vision Kaffrine a décidé de ne pas procéder à la prise du périmètre brachial, ce qui empêche l'analyse de la malnutrition. Cette décision – qui n'a pas été communiquée aux consultantes – est malheureuse car la mesure de la malnutrition aiguë était au cœur de l'évaluation quantitative, le calcul de l'échantillon ayant été fait sur cette variable. La réalisation de la collecte de données quantitative (par une équipe nationale) sur une période très courte (formation et collecte en moins d'une semaine) identique à la période allouée pour la revue documentaire (faite par les consultantes à distance), n'a pas permis aux différents groupes d'être en étroite collaboration pour l'affinage des questions. Ce choix était lié au temps de l'évaluation dont l'analyse terrain devait être réalisée avant la fin du ramadan et la saison des pluies. Ceci a malheureusement impacté fortement les résultats et les possibilités de comparaison des indicateurs.
2. Les deux consultantes étant européennes, il est possible que certaines remarques d'améliorations et expression de besoins faites par la communauté avaient pour but d'obtenir de potentiels financements ou soutiens, comme nous l'ont fait remarquer certains membres de l'équipe locale.
3. Le fait qu'elles ne parlent pas Wolof ne leur a pas permis de comprendre l'ensemble des discussions ni d'obtenir une analyse poussée du contexte. Bien qu'il soit difficile de traduire mot à mot, la présence permanente de traducteurs a permis de limiter au mieux ce biais potentiel.
4. La période d'évaluation a coïncidé avec la fin de la période de Ramadan, ce qui n'a pas permis les observations relatives à l'alimentation des ménages lors de l'étude qualitative. Par ailleurs, cela a probablement eu une incidence sur le score de diversification alimentaire (8.44 sur 12, basé sur les 24 heures précédant l'évaluation) de l'étude quantitative. Il est important de préciser que pour ce qui est du nombre de repas par jour, les énumérateurs avaient pour consigne de préciser que la diminution du nombre de repas due au Ramadan ne devait pas être prise en compte.
5. Le fait que le personnel de l'éducation et de la santé ait été en grève avant ou pendant l'évaluation a limité l'obtention de données chiffrées sur ces secteurs, que ce soit en amont ou durant l'évaluation qualitative. L'IEF lors de la transmission des données chiffrées pour l'éducation, a signalé le caractère incomplet de ces données, du fait des grèves précédentes. Quant à la transmission des données de santé, elle n'a pas pu se faire car les postes sont en grève et refusent de transmettre les données.
6. L'ADP de Kathiotte, dont la mise en œuvre a duré presque 20 ans, aurait sans doute bénéficié d'une période d'évaluation plus étendue, permettant d'intégrer les informations extraites de nombreux rapports, de les comparer de manière plus approfondie, afin d'affiner les certaines questions d'évaluation. De plus, une phase de terrain plus étendue aurait permis d'approfondir les études de cas et de couvrir plus de villages. Pour accélérer le processus, les consultantes se sont réparties la revue littéraire, et deux équipes ont été constituées sur le terrain, incluant chacune une des consultantes, pour permettre une meilleure couverture de la zone.
7. La rapidité de mise en œuvre de l'évaluation n'a pas permis d'obtenir toutes les informations institutionnelles relatives à l'ADP en temps voulu, et il n'est pas exclu que certains documents manquent encore. Un laps de temps plus conséquent imparti pour la collecte et la revue des données littéraires aurait eu un effet positif sur la pertinence et la profondeur des questions posées aux populations et partenaires.

Ces éléments ont été pris en compte dans l'analyse pour la réalisation du rapport.

Résultats

Pertinence de tous les projets ADP

Le programme s'est adapté au cours de ses différents cycles aux changements de contexte. Cela a été en partie reflété dans l'évolution des indicateurs des cadres logiques. De manière globale, le programme couvre la majeure partie des besoins des populations. Sa perspective multisectorielle semble en adéquation avec les besoins variés des villages ruraux en voie de développement et de leur population.

Dans ses différentes phases, l'ADP de Kathiotte a visé les secteurs prioritaires définis par les bénéficiaires. A titre d'exemple, le secteur de l'eau a été prioritaire dans les premières phases, assurant un accès à l'eau au plus grand nombre directement dans leurs foyers. Ce secteur n'est plus prioritaire depuis la fin du programme (parallèle) communément appelé « Water facilities » financé par l'Union Européenne. La complémentarité des programmes a été ici effective. Cependant, il faut noter que l'un des objectifs principaux de ce projet, visant la mise en place des périmètres maraichers communautaires n'a pas perduré au profit de périmètres individuels, correspondant plus aux attentes des bénéficiaires.

Compte tenu du caractère récent (cinq dernières années) de l'approche par la Théorie du Changement (ToC), son application à un programme mis en place depuis presque 20 ans n'est pas évidente. Cependant le programme a connu plusieurs alignements de cadre de mise en œuvre (logframe). Résultant à des cadres différents pour ne citer que les plus récents :

- ✓ 2007 – 2011 : - quatre secteurs de mise en œuvre (quatre logframes) – Développement économique, Education, Santé et Eau
- ✓ 20013 – 2018 : deux programmes – Développement économique et Leadership (incluant santé – résultat 2 et Education – résultat 3)
- ✓ 2017 : trois programmes – Développement économique, Leadership et Parrainage (incluant gestion des ressources et certains éléments de protection de l'enfance).

Les révisions des cadres logiques de mise en œuvre visaient l'intention louable de standardisation des indicateurs, et l'alignement avec les structures de projets modèles mises en place au niveau global une meilleure qualité de programme. Cela a eu pour effet une grande confusion, entraînant une accumulation d'indicateurs et une certaine déconnexion avec le niveau communautaire. Les indicateurs et activités planifiées avec les bénéficiaires se sont perdus au milieu d'un cadre plus vaste difficile à contextualiser au niveau local. Si ces changements ont permis d'affiner les indicateurs, ils ont rendu difficile (voire impossible) un strict suivi de l'impact du programme, les données et variables de bases ayant changé trop souvent. Malgré sa pertinence, le programme parrainage (sponsorship) dans sa structure actuelle a été mise en place sur un ADP finissant, alors que l'ADP Kathiotte était déjà dans une extension et en phase transitoire. Certains résultats semblent être voués à rester en suspens, s'il est terminé brutalement en septembre 2018.

Les projets de l'ADP ont été définis en concertation avec les communautés et les partenaires gouvernementaux, et suivent les plans de développement locaux – on peut donc affirmer qu'ils sont alignés avec la stratégie pays. Tous les partenaires et les membres des communautés ont mentionné que les programmes de l'ADP répondaient à leurs besoins et avaient été planifiés et mise en œuvre conjointement.

L'ADP s'étant déroulé sur plusieurs phases, il a été relativement aisé de s'adapter aux changements de contextes. La réponse à la crise alimentaire a permis à des interventions externes à l'ADP (projets Water facility et BLST) d'impacter sur les moyens de subsistance de la population, comme la création de banques céréalières ou encore la mise en place de périmètres maraîchers (même si les périmètres communautaires ont été abolis au profit de périmètres individuels).

L'amélioration de la couverture vaccinale, le renforcement des services de santé, la diversification des moyens de subsistance, ainsi que le renforcement des activités économiques ont un impact positif sur les plus vulnérables et sur les enfants. Le travail effectué pour le changement de comportement (allaitement maternel exclusif, suivi prénatal, diversification alimentaire, hygiène, importance de l'école formelle) reste néanmoins à renforcer pour que le bénéfice sur les enfants soit optimal. Compte tenu du contexte (zone à dominance musulmane), les réalisations au niveau du secteur de l'éducation n'ont pas pu atteindre les objectifs fixés. Il est vrai que la mise en place de cinq cases de tout-petits a fortement contribué à l'amélioration de la scolarisation des moins de cinq ans. Mais un long chemin reste à parcourir pour obtenir des résultats satisfaisants en matière d'éducation. Une approche holistique, prenant en compte la nouvelle définition des écoles « francoarabes » telles que définies dans le nouveau modèle des écoles publiques est nécessaire afin de satisfaire à la demande de la population d'offrir à leurs enfants l'apprentissage de l'arabe et de la religion en même temps qu'une éducation formelle.

Si en 2010 le document de stratégie de mise en œuvre du plan local de développement mentionne un certain blocage³, les bénéficiaires et les partenaires régionaux reconnaissent que WV Sénégal et son équipe de projet ont fait un travail minutieux de planification avec une actualisation annuelle. Il convient de mentionner que ce blocage ne nous a pas été mentionné par les acteurs locaux, et que nous n'avons pas rencontré de potentiels bailleurs.

Il est à noter qu'avec l'obligation des changements d'indicateurs de ces dernières années (alignement de cadres logiques), cet effort de planification commune et cohérent au niveau communautaire est mis à mal. Les bénéficiaires ne la comprennent pas et cela oblige une gymnastique compliquée pour l'équipe de terrain et alourdit le processus de reporting.

Efficacité de tous les projets ADP

Eau/ Assainissement / Hygiène (WASH) et Santé

<u>Variables santé</u>	<u>2007⁴</u>	<u>2014⁵</u>	<u>2018</u>	<u>IC à 95%⁶</u>
Taux de couverture vaccinale des moins de 5 ans	48.6%	84.30%	98.1%	[96.84 - 99.39]
Proportion de diarrhée chez les moins de 5 ans	29.1% ⁷		15% ⁸	[11.03 – 20.06]

³ Page 24 du Plan local de Développement PLD, 2010-2015, il est fait référence à WV en ces termes : « Influence de World Vision dans la zone surtout sur les bailleurs qui veulent intervenir dans la zone d'où un blocage »

⁴ Données reprise du rapport d'analyse TDI Kathiotte et du plan de transition Kathiotte FY16

⁵ Baseline 2014 utilisée dans le plan de transition 2016.

⁶ Intervalle de confiance

⁷ Proportion de diarrhée sur les 2 dernières semaines

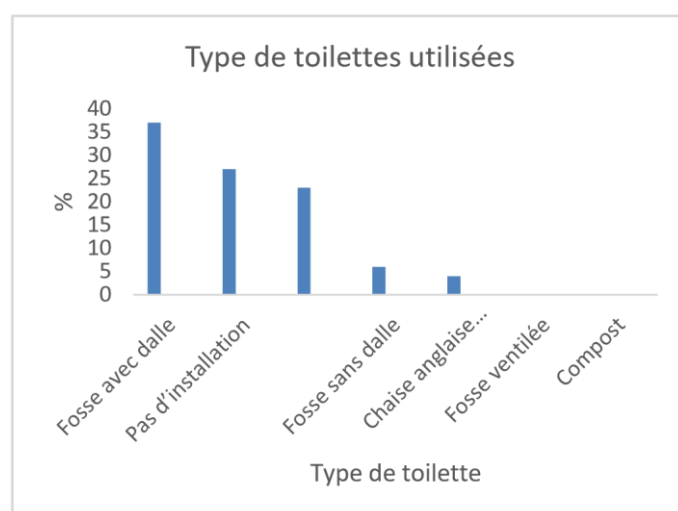
⁸ Proportion de diarrhée durant la semaine

Proportion de ménages se rendant au centre de santé si diarrhée			55.5%	[39.58 – 70.45]
Proportion de ménage dormant sous moustiquaire			92.9%	[88.95 – 95.53]
Proportion d'AME			25.41%	[20.32 – 31.28]
Taux d'accouchement assisté	30,79%	70.59	96.25%	[93.02 - 98.01]
Proportion de femme ayant eût 4 CPN	6.81% ⁹	32.58	87.5%	

Une réelle amélioration des indicateurs liés au secteur de la santé, de l'assainissement, de l'eau et de l'hygiène a été observée. Ainsi on assiste à une augmentation du taux de couverture vaccinale (98.1%), du taux d'accouchement assisté (96.25%), et de la réalisation des quatre visites de contrôle prénatal (CPN) (87.5%), ainsi qu'une nette diminution des diarrhées chez les enfants de moins de cinq ans qui passent de 29.1% à 15% en 2018. Pour les visites prénatales, une différence entre l'analyse quantitative et qualitative est à signaler, les postes de santé ayant tous déclaré que la majorité des femmes ne faisaient pas la première visite. Cela s'explique par la prédominance des tabous au sein de la population. Déclarer sa grossesse trop tôt pourrait attirer le « mauvais œil », raison pour laquelle on attend que la grossesse se voie avant de faire sa première visite. Comme il est difficile d'expliquer cela lors d'une évaluation, nous pensons que les personnes interrogées ont préféré dire que les quatre visites avaient été faites.

Par contre, il est nécessaire de maintenir les efforts sur les indicateurs portant sur l'allaitement maternel exclusif (AME¹⁰) et la proportion de ménage se rendant au centre santé. Lorsque leurs enfants présentent une diarrhée, seulement la moitié des ménages se rendent au centre de santé (55%). Une analyse a été réalisée sur la distance du centre de santé et semble ne montrer aucun impact sur cette variable pour une distance inférieure à 10 km. Durant l'évaluation qualitative, les femmes ont expliqué que la fermeture de certaines cases de santé et la non prise en charge des relais communautaires, les obligeait à reprendre l'accouchement à domicile. Il est impératif que ces infrastructures médicales soient prises en charge par les instances étatiques compétentes afin éviter l'effet négatif sur ces indicateurs positifs de réussite.

Concernant, le type de toilettes utilisées, on observe que la majorité des ménages utilise des toilettes à fosse avec dalle (37.24%) contre 6.69% pour les toilettes à fosse sans dalle. Dans les toilettes à fosse sans dalle le trou d'évacuation est en connexion directe avec la fosse de stockage, d'où l'émanation d'odeurs et la présence de mouches. La dalle permet d'atténuer ces gênes, et rend donc la toilette avec dalle plus hygiénique que la toilette sans dalle¹¹. Une analyse multi variée a été réalisée pour évaluer l'existence d'un lien entre le type de toilette utilisé et l'apparition de diarrhée auprès des enfants de moins

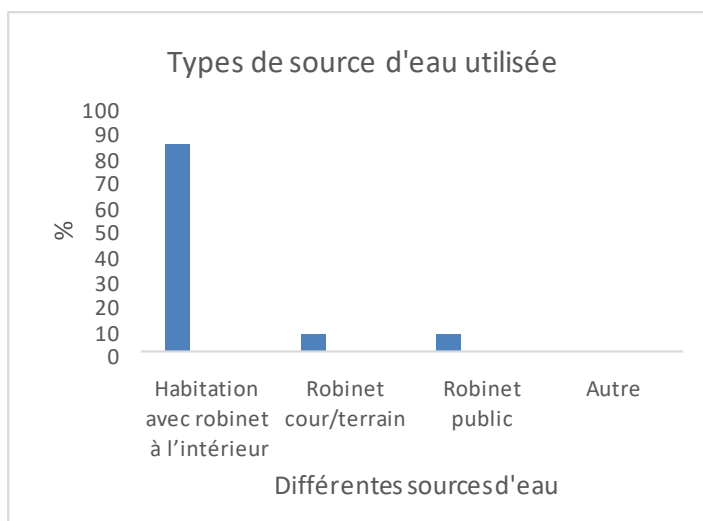


⁹ Taux de femmes enceintes ayant respecté le calendrier prénatal

¹⁰ N'ont été comptabilisé dans Allaitement Maternel Exclusif que les femmes qui ont allaité exclusivement leur enfant durant 6 mois.

¹¹ Etude sur les technologies à faible coût d'assainissement et leur appropriation à Madagascar

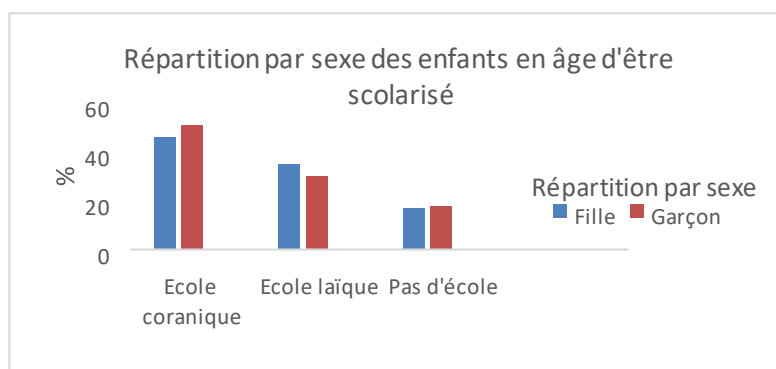
de cinq ans. Les résultats de l'analyse ont montré un lien significatif, donc une différence significative (avec une P Valeur¹² = 0.0038 et un OR= 2.26), avec l'utilisation de la chaise turc avec fosse septique. Cela se traduit par le fait que les ménages qui utilisent des toilettes de type chaise turc avec fosse septique ont deux fois moins de chance d'avoir des diarrhées chez les enfants de moins de cinq ans.



La plupart des ménages interrogés sur le terrain a accès à une source d'eau. On observe qu'une grande partie des ménages a des robinets d'eau dans les habitations. De ce fait, aucun lien significatif n'a été démontré entre l'apparition de diarrhées chez les enfants de moins de cinq ans et le type de source d'eau (P valeur= 0.30). Cependant ce résultat montre très clairement une des grandes réalisations du programme.

Education

La proportion d'enfants scolarisés à l'école coranique (48.99%) est plus importante que celle de l'école laïque (32.94%). La proportion de filles inscrites à l'école laïque est en tendance inversée plus importante (cf. Graphique sur la répartition par sexe).



Le niveau d'atteinte le plus important des différents cycles scolaires se situe au niveau du préscolaire (20.27%), contre 11.66% pour le primaire. Une différence significative pour la répartition entre sexe (P valeur = 0.03) est observée, entre le niveau d'atteinte par les filles et les garçons. On remarque que la proportion de fille à atteindre les différents cycles (cycle préscolaire et primaire) est significativement supérieure à celle des garçons.

L'analyse multi variée entre la proportion d'enfant scolarisé à l'école laïque et le nombre de personne sachant écrire dans le ménage n'a pas donné de résultats significatifs. Cependant lors de l'évaluation qualitative deux points majeurs ressortent :

1. La prédominance des écoles dites coraniques dans le choix de scolarisation des parents ;
2. Le besoin d'alphabétisation fonctionnel exprimé par les femmes.

Ces deux points guideront les recommandations de cette étude pour secteur de l'éducation.

Une analyse multi variée a été réalisée, pour évaluer le lien potentiel entre la proportion d'enfants scolarisés à l'école laïque et la capacité d'épargne des ménages. Un lien hautement significatif apparaît

¹² Si P valeur \geq 0.05, cela signifie que la différence observée n'est pas significative et donc liée au hasard.

avec une P valeur = 0.00000609 et un OR = 3. Cela se traduit par le fait que les ménages ayant la capacité d'épargner ont trois fois plus de chances d'avoir des enfants scolarisés à l'école laïque. Ce qui incite à considérer une approche holistique pour la définition de programme des ADP en liant le développement économique – et en particulier le soutien aux groupes de micro-crédits – et l'appui au secteur de l'éducation.

Moyens de subsistance

Variables Moyens de subsistances	2015	2018	IC à 95%
Proportion de ménages qui ont les moyens d'épargner de l'argent.	22%	12.07%	[8.68 – 16.54] ¹³
Proportion de jeunes du ménage ayant la capacité d'épargner		5.28%	[3.17 - 8.67] ¹⁴
SDAM moyens des ménages sélectionnés		8.44	[8.20 - 8.67]
Proportion de ménage pouvant rembourser ses prêts		89.32%	[84.36 - 92.84]
Nombre moyen de source de revenu complémentaire ¹⁵ en plus de la source de revenu principale		1.6	[1.49 - 1.70]
Proportion de ménages ayant contracté un prêt	50% ¹⁶	52.07%	

L'analyse quantitative fait ressortir des indicateurs sur les moyens de subsistance ayant une évolution défavorable. Cette tendance est observée pour la capacité d'épargne des ménages (12.07% en 2018 contre 22% en 2015) et la contraction des prêts du ménage (52.07% en 2018, contre 50% en 2015). Pour les données collectées en 2018, la capacité observée d'épargne des ménages est très faible et plus de la moitié des ménages interrogés ont contracté un prêt. Tous les ménages interrogés ont des sources de revenus complémentaires à la source de revenu principale. Le nombre moyen de source de revenu complémentaire est supérieure à 1 (=1.6). Ces indicateurs défavorables sont à pondérer par l'analyse qualitative et surtout le type de personnes interrogées. Cela s'explique par le fait que l'analyse quantitative s'est adressée aux chefs de ménages (principalement des hommes), alors que l'analyse qualitative a couvert un spectre bien plus large. Les résultats sont repris plus loin dans l'analyse de l'impact du programme et de sa pérennité avec le renforcement des groupes de femmes autour des caisses de crédits (AVEC), des Groupes d'Intérêts Economique (GIE) et du travail sur le Leadership féminin.

Le travail de World Vision Sénégal a prouvé son efficacité sur la gestion des ressources et des revenus. Cela s'illustre par le résultat de l'analyse de capacité de remboursement des ménages ayant contractés des prêts qui est excellent (89.32%). La moyenne du Score de Diversification Alimentaire des ménages interrogés est de 8.44 sur 12. La source principale de revenus des ménages interrogés est l'agriculture et le maraîchage (90.57%). Si une grande partie des ménages interrogés n'a pas recours à des prêts (47.92%), ceci est sans doute directement en corrélation avec le fonctionnement des AVEC. Ces derniers permettant aux ménages d'améliorer leurs sources de revenus, en limitant le recours aux crédits traditionnels (type bancaire). D'autre part, les ménages contractant des prêts le font majoritairement auprès de « Banque/Mutuelle » (24.53%) ou « Association villageoise/Epargne/Crédit » (18.11%). Cette montée de l'épargne villageoise est significative de l'impact du programme ADP de Développement Economique, améliorant la résilience des communautés qui peuvent ainsi gérer leurs

¹³ p-value < 2.2e-16. Les P valeur ont été ajoutées, car Intervalle de confiance large

¹⁴ p-value < 2.2e-16

¹⁵ Tous les ménages interrogés ont une source de revenu secondaire

¹⁶ Taux moyen d'accès aux prêts

propres besoins et ressources. Cette tendance se voit également dans l'assistance alimentaire reçue, les trois-quarts des ménages n'ayant eu recours à aucune assistance alimentaire. Parmi le type d'assistance la plus citée par les ménages, celle de la bourse de sécurité familiale octroyée par l'Etat du Sénégal est la plus courante.

La même analyse a été réalisée pour évaluer l'existence d'un lien entre le type d'activités réalisées en source principale et les variables suivantes : La contraction d'un prêt, la capacité d'épargne du ménage, la capacité de rembourser un prêt. Mais aucune de ces analyses n'a montré une différence significative, ce qui s'explique par le fait que la majorité des ménages (90.57%) ont la même source principale de revenu (agriculture/maraîchage).

Facteurs favorisant ou limitant l'efficacité des programmes

Les facteurs favorisant l'efficacité des programmes sont nombreux. Ils comprennent une planification intensive avec les communautés, notamment à travers la « voix de la population pour l'action (CVA) » et les fonds dédiés pour mettre en œuvre les actions nécessaires ; l'installation forage et adduction, qui ont permis un développement économique ; l'accès à l'eau à proximité des habitations, qui a déchargé les femmes de la corvée d'eau et leur a permis de s'adonner à d'autres activités ; l'amélioration de la santé globale de la population, qui engendre une meilleure productivité ; et le parrainage, de par son soutien financier direct aux enfants et (in)direct pour la famille et/ou la communauté.

Pour ce qui est des facteurs limitant, il faut mentionner la crise alimentaire de 2012 et la baisse de la production d'arachide en 2016, l'immobilisme culturel qui permet encore le mariage des jeunes filles et qui encourage la prévalence des tabous, ainsi que les mauvaises pratiques alimentaires du nourrisson et du jeune enfant.

Impacts des interventions en lien avec le projet Moyens de subsistance

Santé :

Les efforts effectués dans le domaine de la santé (création de postes et de cases de santé et dotation de personnel qualifié pour les postes (1 ICP et 1 sage-femme), création de cases de santé ainsi que le recrutement de relais communautaires) ont permis d'améliorer de manière significative l'état de santé de la population. L'amélioration de la couverture vaccinale a entraîné la disparition de cas de coqueluche, de rougeole et de fièvre jaune ; la mise à disposition de moustiquaires imprégnées pour l'ensemble de la population a réduit de manière significative la malaria ; la promotion des accouchements en structure et celle de la santé reproductive ont obtenu des résultats spectaculaires.

Cependant, bien que les postes de santé semblent fonctionnels (la grève du personnel de santé ne nous permet pas d'affirmer cela avec certitude), on ne peut pas en dire autant de toutes les cases de santé. Celui de Keur Lahine a perdu de son autonomie fin 2017, lorsqu'il a été décidé que les accouchements ne pourraient plus se faire au niveau de la case mais devraient se faire au niveau du poste de Santhié Ngalogone. Cette décision implique une diminution des accouchements en structures, puisque le risque d'accoucher en chemin sur la charrette est tel que certaines femmes préfèrent accoucher chez elles. Par ailleurs, on a pu noter une différence de compétence et d'implication au niveau des relais communautaires, ne permettant pas un suivi uniforme au niveau des différents villages. Une formation plus poussée de ces relais, tant dans la formation de base que dans la formation continue, servirait à l'ensemble de la population.

La bonne pratique voudrait que lorsque World Vision s'engage à soutenir la création de structures formelles et informelles, elle s'assure que ces actions puissent être soutenues dans la durée, tant au niveau du budget de fonctionnement qu'au niveau de la formation continue des agents de santé, sous peine de voir chuter les indicateurs de santé. Si l'approche CVA a été mise en œuvre pour amener les populations à pouvoir plaider auprès du gouvernement local pour le respect des normes des structures sanitaires, d'importants efforts restent à faire tant au niveau des infrastructures que des ressources allouées à la santé.

(Mal)Nutrition

Les causes de la malnutrition sont multiples, et peuvent être directes (alimentation et santé), indirectes (sécurité alimentaire du ménage, pratiques de soins, santé publique) et sous-jacentes (infrastructures, politiques, ressources). Les programmes de l'ADP prennent en compte la globalité des causes indirectes à travers ses actions sur les moyens de subsistances (dont les activités de maraîchage qui ont un impact direct au niveau de la diversification alimentaire), son soutien aux changements de comportements, et son engagement dans des structures de santé adaptées. Pour démontrer l'impact de ses programmes sur les enfants, World Vision devrait mettre un indicateur dans ses programmes correspondant à la malnutrition chronique, connue aussi sous l'appellation « retard de croissance », et renforcer les actions visant aux changements de comportements et à surmonter les tabous, principalement en ce qui concerne le suivi prénatal, l'allaitement maternel exclusif, l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, et la diversification alimentaire.

Education :

World Vision, à travers les cases des tout-petits, a développé la culture du préscolaire. Il nous a été donné de constater que les enfants qui sont au préscolaire ont plus de chances de suivre le cursus de l'école formelle que les autres. En plus de la réhabilitation des salles de classes, World Vision appuie la formation des moniteurs pour aider les instituteurs dans la prise en charge des tout-petits. Une bonne pratique voudrait que les moniteurs dont la formation est soutenue par World Vision puissent être intégrés dans le système national. Bien que la formation appuyée par World Vision (formation sur une semaine et soutien aux moniteurs sur la première année d'activité) soit en adéquation avec la Coordination Régionale de la Petite Enfance, elle n'est pas à la hauteur de la formation diplômante proposée par l'Etat (un an de formation des enseignants de maternelle), ce qui rend l'intégration compliquée. Ceci est également renforcé par le manque de ressources de l'Etat pour prendre en charge financièrement le nombre d'enseignants nécessaires. World Vision mets également en place des comités de gestion et de gouvernance des écoles, ce qui permet une meilleure appropriation et facilite la transition.

Sur les 23 écoles laïques soutenues par World Vision, seule l'école de Kathiotte dispose d'un cycle complet. Les enfants des autres écoles doivent envisager un départ sur Kathiotte ou sur Kaffrine pour pouvoir compléter leur cycle scolaire, ce qui n'est pas idéal ni pour la famille, ni pour le chef de village qui voit souvent d'un mauvais œil le départ d'une potentielle « main d'œuvre ».

Les écoles soutenues par World Vision ne proposant pas d'enseignement religieux, on note une faible participation de la population due à l'absence d'enseignement coranique et de la langue arabe. Une solution pourrait être – dans les régions où le taux de scolarisation est nettement inférieur à l'ensemble du pays – d'offrir un enseignement « franco-arabe », qui est officiellement reconnu par le

gouvernement sénégalais. Cela permettrait aux enfants d'intégrer plus facilement un enseignement formel, avec de meilleures chances d'alphabétisation.

Au niveau de la protection de l'enfance, le travail fait en partenariat avec le SCOFI pour la mise en place des comités de quartier et des comités d'alerte (CAVE) semble montrer des résultats intéressants. Il est fait état de la limitation du mariage des jeunes filles, et d'une gestion communautaire des violences faites aux filles et de manière plus générale aux enfants. Bien que cette étude n'ait pas permis une analyse en profondeur de ce système, il paraît raisonnable – compte tenu des besoins spécifiques en la matière – de le renforcer et de considérer leur mise en œuvre dès le début d'un programme ADP.

Eau et assainissement :

L'ADP de Kathiotte ainsi que le programme «Water facility » a permis d'apporter de l'eau dans tous les villages concernés par l'ADP. Des châteaux d'eau et autres infrastructures hydrauliques desservent l'ensemble des villages, et des points d'eaux se situent au niveau du village et/ou directement dans les habitations.

L'approche de World Vision est adaptée, elle promeut une participation responsable, et les populations ont été impliquées en amont du projet. Elles sont également engagées dans la gestion des points d'eau, à travers les ASUFOR. De plus, World Vision a mis en place des relais d'hygiène dans la gestion de l'eau potable. Cependant, les mesures d'hygiène ne sont pas toujours adéquates, les animaux étant généralement à l'intérieur du périmètre habitable. De nouvelles actions de changement de comportement seront nécessaires pour une optimisation de l'hygiène. Il est à noter que certains châteaux d'eau sont surchargés, car ils desservent un trop grand nombre de village. Les bénéficiaires ont signalé le besoin d'envisager la multiplication de certains points pour soulager le réseau. Certains villages ont des points d'eau communautaires, d'autres ont un accès individuel ou semi-individuel (accès chez le voisin) grâce aux actions des ASUFOR. On peut donc considérer l'objectif de World Vision atteint, puisque l'apport de l'eau potable au sein de chaque village est fait. On peut noter aussi l'inter-corrélation entre les ADP puisque, grâce au Projet Moyens de Subsistance, et notamment l'accès à l'Épargne avec les AVEC, des bénéficiaires ont pu financer leur raccordement direct au système d'adduction d'eau.

Finalement, durant l'évaluation qualitative les représentants de l'OFOR ont expliqué que le Gouvernement du Sénégal avait confié la gestion des systèmes d'eau et assainissement à des partenaires privés. Le partenaire sélectionné pour la zone de Kathiotte (et plus généralement Kaffrine et Kaolak) est FlexEau qui a déjà effectué un premier diagnostic de la zone. D'après le représentant régional de l'hydraulique, ce choix s'est imposé face à l'incapacité des ASUFOR de gérer le maintien des installations et ce malgré des rentrées monétaires jugées conséquentes.

Moyens de subsistance – développement économique

Le projet de World Vision a fait de grandes avancées dans le développement économique. La mise en place des AVEC, systèmes de crédits autonomes autogérés, permet à ses membres d'économiser chaque semaine, et de pouvoir obtenir un crédit à hauteur de ces économies pour acheter des intrants ou du matériel pour son activité économique. En parallèle, des groupes d'intérêts économiques (GIE) ou des groupements pour les femmes (GPF) sont mis en place pour permettre un meilleur accès aux marchés, tout en renforçant et autonomisant les femmes. On note également une excellente coopération avec le Comité d'Appui au Développement Local (CADL), même si une implication de ce

dernier dans la transition serait pertinente pour renforcer la pérennité. Une bonne pratique consisterait à encourager une meilleure coopération entre les différents groupes pour favoriser les échanges et assurer la relève. Une autre lierait les AVEC aux GIE ou aux GPF afin de favoriser l'épargne au sein des activités de développement économique.

Moyens de subsistance – maraîchage

Le projet « facilité alimentaire » avait mis en place des périmètres maraîchers communautaires. Cela n'a pas fonctionné pour différentes raisons, notamment la gestion de l'eau pour irriguer les périmètres. Dès lors, l'ADP a décidé de ne plus soutenir les périmètres communautaires au profit de périmètres individuels, à travers la formation aux différentes techniques de maraîchage et d'irrigation, et la provision de semences. Une bonne pratique voudrait qu'on ne donne des semences qu'en lien avec une formation ou autre activité liée, sous peine de créer une dépendance. Le maraîchage est une excellente activité, puisqu'il sert à la fois à la diversification alimentaire des ménages et de source de revenu. Contrairement à la plupart des programmes de maraîchages mis en place par d'autres ONG, World Vision encourage les hommes dans cette activité. Cela permet d'occuper les hommes en dehors de l'hivernage (récoltes sous pluie) et de décharger les femmes. Les maraîchers trouvent que le rendement des parcelles est excellent, certains ont même décidé de faire du maraîchage toute l'année et de laisser tomber l'agriculture. Lors du soutien aux activités de maraîchage, World Vision pourrait envisager assurer un point d'eau pour les périmètres maraîchers – et de ne pas les promouvoir si un accès à de l'eau non saumâtre ne peut être garanti.

Moyens de subsistance – banques céréalères

La création de banques céréalères est un plus pour les villageois, puisque la banque permet à la fois un stockage sécurisé, une épargne de grain forcée, et la disponibilité de grains pendant la période de soudure. Cela permet aux plus démunis de ne pas avoir à mettre en place des stratégies de survie négative pour acheter du grain au prix fort. La bonne pratique veut que lorsque World Vision décide d'investir dans une banque céréalère, elle équipe la banque de palettes pour le stockage du grain ; elle forme le comité à une gestion équitable et au renouvellement des stocks. Par ailleurs, équiper les banques d'un fond de démarrage qui servira de fond de solidarité permet une meilleure gestion des stocks, et assure que ceux qui n'ont pas pu mettre du grain de côté puisse néanmoins en avoir à un prix raisonnable. Dans le rapport d'évaluation final du projet EU Food Facility en 2012, malgré le succès de ces banques céréalères, le caractère non durable leur mode de fonctionnement était relevé. Ceci semble se confirmer avec cette évaluation qui a vu que sur quatre banques visitées, seule celle de Touba Mouride semblait fonctionner tant au niveau de la gestion qu'au niveau des conditions de stockage.

Pérennité des interventions du projet de Moyens de Subsistance

Planification et appropriation des actions

L'évaluation a montré la performance des AVEC, GIE et autres GPF ainsi que la grande motivation de leurs membres. Cela s'explique d'une part par l'évidence de l'impact réel au niveau de l'amélioration des moyens de subsistance des ménages, d'autre part par le processus de concertation préalable, assurant que les bénéficiaires font eux-mêmes le choix de leurs actions. Ainsi la probabilité de continuité de ces groupes semble grande, les membres y trouvant un intérêt direct.

La récente introduction de l'approche Voix de la Communauté pour l'Action (CVA) renforce l'appropriation des actions menées au niveau communautaire. Utiliser cette approche dans la phase initiale de lancement des programmes ADP semble cohérente et accentuerait l'habitude des bénéficiaires à identifier leurs besoins et trouver des solutions dont ils seraient le moteur. L'intervention extérieure (ici celle de World Vision) viendrait soutenir la démarche et non la diriger. Le premier cycle d'identification des besoins avec les bénéficiaires est donc crucial à la pérennité de l'action, et l'application du processus CVA dans cette phase semble bénéfique.

Diversification des groupes cibles (inclure jeunes et hommes)

Bien que les périmètres communautaires aient tous été abandonnés, les périmètres individuels sont bien entretenus, et procurent de bons rendements, permettant à la fois la consommation personnelle et la vente d'une partie de la production sur les marchés. La pérennisation des parcelles va dépendre de la continuité de l'approvisionnement en eau, ainsi que de la capacité des maraîchers à se procurer des semences. Suite aux discussions avec les groupes de maraîchers, il semble que pour minimiser le risque au niveau des semences et favoriser les investissements nécessaires pour l'amélioration et la diversification du maraichage, le regroupement des maraîchers sous la forme d'un AVEC (ou autre type de groupement) serait pertinent. Même si les maraîchers sont à majorité des hommes, cela mériterait d'être inclus dans les activités de développement économiques des ADP. En fonction des contextes, une mixité des groupes pourrait aussi être bénéfique.

L'approche de WV sur le bien-être des enfants fait que les groupes de jeunes hommes (15 à 25 ans) ne sont souvent pas directement partie prenante du programme. C'est ce qui a été observé et formulé durant les groupes de discussions sur l'ADP de Kathiotte. Sauf volonté personnelle, aucune activité n'est proposée pour les jeunes hommes. Considérer cette cible en fonction des contextes, et ce dès la phase initiale du programme, serait bénéfique notamment pour refréner la migration de ces derniers vers les villes.

Dotations - donations initiales raisonnées

Les banques céréalières ne sont pas toutes gérées par World Vision, et n'ont pas toutes le même niveau de performances. Les banques gérées par World Vision ont de fortes chances d'être pérenne, de par la bonne tenue de la banque (entreposage sur palettes), et la bonne gestion des stocks par un système d'intérêt du grain (environ 10% du grain emprunté). Il est à noter que les banques ayant reçu une dotation de céréales à leur ouverture ou pendant une crise alimentaire, sont plus performantes que les autres. En revanche certains maraîchers ont reçu des semences hors cadre de formation. Il en découle qu'ils sont en demande et en attente de recevoir le même type de donation. Le fait qu'ils n'aient pas eu de formation en lien avec la responsabilisation de l'autogestion de leur activité mais qu'ils aient bénéficié de semences peut accroître leur dépendance aux donations.

En revanche, le soutien des enfants par le biais de parrainage a clairement été mis en avant par les bénéficiaires comme une source d'amélioration de leur quotidien. Une femme de la commune de Ndioundiène expliquait que grâce au parrainage de son enfant, elle avait pu investir dans une charrette, ce qui lui permettait d'aller vendre ses légumes sur la ville de Kaffrine et d'augmenter ainsi considérablement ses revenus en les vendant plus chers. A Ndioundiène toujours, le bon fonctionnement de l'AVEC s'illustre avec une levée de fonds réalisée par le comité grâce aux formations obtenues. L'investissement initial de la caisse et de la formation peut, dès lors, être considéré comme efficace.

Contextualisation et partenariats

La planification conjointe et la participation active du CADL au programme Développement Economique de l'ADP est apparue comme très positive. Durant la mise en œuvre, le CDAL a pu apporter son expertise et bénéficier du soutien logistique du programme et parallèlement atteindre les objectifs propres à son mandat. Malgré leur manque avéré de moyens, leur implication dans le plan de transition va assurer une certaine capitalisation des acquis du programme (notamment en formation). Cependant il serait peut être utile d'envisager l'articulation d'un plan post-ADP, pour aider les partenaires à trouver des pistes de soutien après le départ de World Vision.

Ce point a été également soulevé avec véhémence par le Coordinateur de la Petite Enfance qui craint fortement pour la pérennité des activités des cases de tout-petits du fait de la non-intégration des moniteurs dans le système de l'éducation nationale.

Recommandations

Les recommandations ont été classifiées par thématiques et concernent aussi bien la finalisation des programmes de l'ADP de Kathiotte que la mise en œuvre de tout nouveau programme similaire.

WASH et Santé :

Recommandation WASH et Santé n°1 : Renforcer le suivi nutritionnel - Dans le cadre d'un programme de développement, il est important de ne pas se contenter de faire uniquement le suivi de la malnutrition aiguë modérée et sévère (rapport poids/taille), mais d'inclure également le suivi de la malnutrition chronique (rapport âge/taille). C'est la prise en charge de cette dernière qui permettra d'assurer un développement optimal de l'enfant, tant sur le plan du développement physique que mental¹⁷, et ainsi contribuer au bien-être de l'enfant.

Recommandation WASH et Santé n°2 : Renforcer la sensibilisation - Elargir la cible de sensibilisation pour la santé des femmes et des enfants (grossesses, allaitement, alimentation du nourrisson et du jeune enfant, diversification alimentaire) pour les adolescentes – pour prendre en compte les grossesses précoces – et pour les hommes – afin de vaincre les tabous encore très persistant. De plus, il est nécessaire d'introduire l'importance de la diversification alimentaire dans les causeries communautaires. Dans le même sens, l'intensification des campagnes de promotion de l'hygiène, notamment pour les enfants, permettra de réduire la malnutrition et les maladies hydriques.

Recommandation WASH et Santé n°3 : Capitaliser les acquis au niveau des infrastructures de santé – pour ce faire, veiller à bien dérouler le plan de transition pour remettre les structures formelles et informelles (postes, cases et relais) à l'Etat. Il est illusoire de penser que le plan de transition de deux ans puisse suffire pour de telles structures. Deux solutions s'offrent à World Vision pour voir ces infrastructures perdurer : 1) Dès la phase initiale d'un ADP, mettre en place un protocole d'accord avec le gouvernement (ou un partenaire étatique estimé responsable de ces unités) pour la prise en charge à terme – cela pourrait se faire à travers l'approche CVA ; 2) Planifier et budgétiser avec les communautés la prise en charge de ces unités à la fin du programme et tester cette prise en charge durant la période de transition.

¹⁷ Il est à noter que les programmes ADP travaillant sur les causes intrinsèques de la malnutrition (sécurité alimentaire, pratiques de soins et systèmes de santé), il devrait être aisé de démontrer un impact.

Dans le cadre des programmes eau et assainissement, le transfert des compétences par l'Etat de la gestion du réseau à des opérateurs locaux (FlexiEau pour la région de Kaffrine) entraîne une approche programmatique complètement différente. World Vision pourra sans doute jouer un rôle de plaidoyer auprès de l'Etat et des opérateurs. Cela semble nécessaire à prendre en considération dans tout nouvel ADP compte tenu de l'importance vitale de cette ressource.

Recommandation WASH et Santé n°4 : Intégrer la gestion des déchets dans les programmes ADP. Même si les villages bénéficiant des programmes de World Vision semblent bien entretenus, la nongestion des déchets pose un problème d'insalubrité sur l'ensemble de la population de la zone, mettant en péril les gains sur l'hygiène et la santé en cas d'inondation (fréquentes dans la zone). Il est donc important d'envisager la situation vis-à-vis de l'insalubrité des communautés et des villes en lien avec la gestion des déchets et d'en fait une priorité de tout programme de développement. Il semble par conséquent indispensable d'intégrer la gestion des déchets dans les programmes WASH et santé de l'ADP pour atténuer le risque d'insalubrité.

Education

Recommandation Education n°1 : Renforcer la coordination avec l'IEF pour permettre une meilleure harmonisation de l'approche (choix et soutien en fonction du type de structure) et de mieux intégrer les réalisations des programmes ADP dans la carte scolaire. La coordination ne visera pas uniquement le partage de données, mais la définition conjointe des indicateurs de programme avec une planification commune. Cela facilitera notamment l'harmonisation de l'approche pour la mise en place des cases des tout-petits avec le système des maternelles étatiques. Cela permettra de trouver un moyen pour que la formation des moniteurs puisse être intégrée dans le processus national et qu'ils/elles puissent être directement reconnus sous le système national, validant leur prise en charge. D'autre part, compte tenu de l'ampleur des actions à mettre en œuvre, il serait pertinent d'élargir le cadre du partenariat au niveau de l'éducation, en incluant des partenaires comme l'UNICEF ou Plan International.

Recommandation Education n°2 : Renforcer la contextualisation de l'approche pour le programme éducatif. Ceci permettra dans les régions où l'école coranique prédomine, de privilégier une approche pour soutenir des écoles franco-arabes, validée par le ministère de l'éducation, et ainsi faciliter l'acceptation de la scolarisation. Ces écoles n'ont été reconnues dans le système que récemment, ce qui peut expliquer que cela n'ait pas encore été appliqué. Cependant un meilleur alignement avec le Plan Local de Développement (PLD) sur ce point de l'éducation aurait sans doute permis d'avoir un résultat plus probant. En effet, le PLD est clairement en faveur de l'enseignement coranique : « une communauté rurale où le système éducatif prévoit l'enseignement religieux et celui de la langue arabe et qui développe l'enseignement secondaire pour faciliter aux natifs de la zone la poursuite des études secondaires et éviter les déperditions dues à un manque de soutien ».

Recommandation Education n°3 : Offrir des programmes d'alphabétisation fonctionnelle. La demande pour un soutien à l'alphabétisation fonctionnelle est forte. Cette approche a été mise en œuvre dans au moins un cycle du programme ADP (début des années 2000). Compte tenu du besoin d'alphabétisation, il semble primordial d'attacher des activités d'alphabétisation fonctionnelle aux activités de développement économique, notamment celles tournées vers les femmes et les jeunes filles (micro-crédits et professionnalisation).

Moyens de subsistance

Recommandation Développement Economique n°1 : Renforcer le partage des connaissances – cela semble essentiel pour la pérennisation des acquis des programmes. La mise en place de pool de formateurs(trices) qui seront en charge d'accompagner les nouveaux groupes liés au développement économique (AVEC, GIE, GPF) va renforcer cette pérennisation. Ceci pourrait amener à systématiser la reconnaissance légale des groupes de développement économique pour leur permettre d'avoir une reconnaissance institutionnelle. Cela rendrait possible l'augmentation du nombre de bénéficiaires bénéficiant de la mise en place des groupes économiques. On pourrait envisager de regrouper les maraîchers en association de type GIE, et proposer des formations sur la transformation et/ou de séchage des produits maraîchers pour améliorer la chaîne de valeurs. Cela permettrait de favoriser l'accès à une plus grande échelle et ainsi améliorer le produit des ventes.

Recommandation Développement Economique n°2 : Stimuler la pérennité des activités économiques – Lors de la mise en place de périmètres maraîchers individuels, proposer un système d'irrigation adéquat en faisant une analyse des besoins, et ne pas introduire d'activités maraîchères si l'eau est saumâtre. Lorsque les activités de maraîchages sont déjà en cours, ne pas se contenter de distribuer des semences – cela crée une dépendance qui n'a pas lieu d'être. Il est indispensable de coupler cette activité avec des formations.

Recommandation Développement Economique n°3 : Renforcer la transition et l'accompagnement long terme – Pour chaque secteur d'intervention, le travail conjoint en synergie avec un partenaire local, tout au long des différents cycles de l'ADP, est indispensable. A titre d'exemple, le partenariat avec le CADL est primordial pour le soutien à long terme des AVEC, GIE et autres groupements économique. Il est donc essentiel de s'assurer que l'acteur local d'accompagnement ait les moyens nécessaires pour continuer cet accompagnement après le départ de World Vision de la zone de programme. Une planification jointe et un renforcement des capacités de cet acteur local sont essentiels à la pérennité des acquis du programme.

Recommandation Développement Economique n°4 : Valoriser les banques céréalières responsables – Le modèle de fonctionnement des banques céréalière doit être étudié en détail pour permettre de faire ressortir quelques éléments indispensables à leur bon fonctionnement. Lors de la création de banques céréalières, il est important de s'assurer de la mixité dans le comité de gestion de la banque. Il faut également les doter systématiquement de palettes et d'un fond de solidarité en nature – le tout sera renouvelé par les intérêts et les cotisations. Pour harmoniser le fonctionnement des banques dans les différents villages, il conviendrait de favoriser les échanges entre les villages en mettant en avant les « banques modèles ». Lors de la mise en place d'un nouvel ADP, s'il y a déjà une banque céréalière, évaluer son mode de fonctionnement. Il sera nécessaire de dupliquer la banque si celle-ci est usurière, pour permettre à la population de ne pas avoir à recourir à des stratégies de survies négatives pendant la période de soudure.

Partenariats

Recommandation Partenariats n°1 : Identifier les acteurs – Pour pérenniser les acquis, il est nécessaire soit d'identifier un partenaire qui puisse suivre le renforcement de capacités des différentes OCB, soit, suivant leurs capacités, d'encourager les OCB à s'organiser en association faitière forte qui prenne en

charge les différentes OCB pour les formaliser et bénéficier de subventions auprès de la collectivité locale et autres organisations de financement. Lorsque l'identification des acteurs d'accompagnement est faite dès le début de mise en œuvre du programme et les activités menées conjointement, cela présente le double avantage d'assurer la continuité du soutien et le renforcement dudit acteur durant la totalité du cycle de vie d'un ADP.

Recommandation Partenariats n°2 : Renforcer la planification avec la collectivité locale – Si World Vision est reconnu pour l'excellence de sa planification communautaire, il est important de renforcer la planification conjointe avec les différents niveaux des collectivités locales et ce, aux différents stades du programme (lancement, mise en œuvre des différents cycles, transition). Il est également important de continuer à informer les collectivités locales et institutions même si leur rôle au cours du projet s'atténue ou s'arrête. Si les actions de l'ADP varient au cours des différents cycles, il est nécessaire de faire un suivi avec les partenaires de manière à les tenir informés de l'avancée de l'ADP. Les ADP étant multisectoriels par essence, il faut que les partenaires aient une vision globale de la mise en œuvre, même si leur rôle ne couvre pas forcément la durée totale de l'ADP.

Recommandation Partenariat n°3 : Faire une évaluation permanente des partenaires - Comme noté, le rôle des partenaires locaux varie en fonction du stade de développement du projet. Il est également influencé par les politiques de l'Etat et de développement local. Il faut donc évaluer avec eux en permanence leur capacité à accompagner les activités communautaires, identifier les potentiels blocages et les solutions envisagées. Ainsi cela peut être intégré dans la planification du cycle suivant et renforcer la pérennité de l'accompagnement.

Programme-processus-management

Recommandation management n°1 : Reconnaître l'importance de la phase préparatoire dans l'appropriation du programme – Comme montré par les résultats, il est impératif de commencer un programme ADP par une planification communautaire intense pour une appropriation du programme et une mise en place par les communautés (et non pas pour les communautés). Ces actions menées par les communautés elles-mêmes et non pour elles vont permettre la pérennisation des acquis. Lors du départ de World Vision, les activités seront considérées comme inhérentes à la vie de la communauté et non comme un besoin adressé par un partenaire. Cette phase préparatoire peut représenter en elle-même le cycle initial du programme, sur une période allant jusqu'à deux ans en fonction de la présence initiale ou non de World Vision dans la zone choisie.

Recommandation management n°2 : Limiter les alignements de cadre de mise en œuvre (logframes). Dans la mesure du possible, éviter la multiplication des cadres logiques, et veiller à garder les mêmes indicateurs depuis l'enquête préalable jusqu'à l'évaluation finale. Il est difficile, voire impossible, d'évaluer l'efficacité ou l'impact d'un programme quand les indicateurs ont été modifiés. Si, pour des questions de cohésion globale, cela n'est pas possible, il faudra mettre en place un double système de « reporting » pour permettre aux populations de s'y retrouver.

Recommandation management n°3 : Renforcer la phase de transition (exit strategy) - De par le retard pris sur la phase de transition, il y a un certain flou quant au retrait de World Vision de la zone de Kathiotte. Une communication claire avec les communautés et un meilleur déroulement de la phase de transition permettrait de palier à ce problème. La phase de transition est d'une importance capitale,

il est impératif de la dérouler dans sa totalité et dans les délais impartis. Il faudrait également considérer étendre la période de transition à 3 ans, pour une meilleure pérennisation des acquis.

Recommandation management n°4 – Améliorer la gestion des ressources humaine et la capitalisation de la mémoire institutionnelle. Il est important d'éviter l'épuisement de l'équipe de direction de programme en mettant en place les ressources techniques sectorielles appropriées pour gérer une approche multisectorielle. Il faut considérer la longueur du programme pour proposer des contrats de RH en adéquation avec la durée d'une phase de l'ADP. Cela permettra au personnel de se projeter et de mieux s'investir dans la durée. Compte tenu de la longueur d'un programme ADP, la rotation de l'équipe de management est inévitable, cependant la mise en place d'un système de reporting en ligne est bénéfique à la conservation de la mémoire institutionnelle.

Conclusions

L'évaluation finale de l'ADP de Kathiotte a mis en exergue une approche développementale efficace qui a apporté des changements durables aux populations rurales des 26 villages concernés et plus largement des 48 villages de la commune (sur ces différents cycles). La planification concertée avec les acteurs locaux et réalisée avec les communautés concernées pour l'identification des activités et des indicateurs du programme a rendu ce dernier efficace et pertinent. La longueur de mise en œuvre en plusieurs cycles de programme (couvrant une période de presque 20 ans) a permis d'adresser des besoins fondamentaux sur le long terme avec une connaissance fine et approfondie de la zone. L'accès à l'eau potable a eu un impact direct sur l'hygiène et la santé des communautés, et sur l'organisation de la vie communautaire, en libérant du temps aux femmes pour entreprendre des activités plus valorisantes et diversifiées, renforçant ainsi leurs sources de revenus.

L'approche du développement économique par les caisses communautaires et les micro-crédits a eu un effet démultiplicateur sur l'augmentation des revenus, améliorant le bien-être et les moyens de subsistance des populations concernées par le programme. Cette concentration sur le rôle moteur des femmes et le développement de leur leadership a apporté des changements durables dans la position de la femme au sein de son foyer et de sa communauté ainsi que dans l'amélioration des conditions de vie des ménages. L'approche multisectorielle des différentes composantes de l'ADP permet d'adresser de manière holistique les besoins et donc d'augmenter l'impact des investissements du programme sur les populations.

Quelques points restent cependant à renforcer :

1. Malgré l'implication et le dévouement constaté de l'équipe de mise en œuvre, il est primordial de s'assurer de l'adéquation des ressources humaines et matérielles déployées pour un programme multisectoriel de grande envergure. Des points focaux dédiés pour chaque secteur de l'ADP sont nécessaire pour optimiser la mise en œuvre. Et ce en considérant l'attribution de ces ressources par cycle de programme.
2. Pour la majorité des activités mises en place, un accompagnement visant aux changements de comportements doit être renforcé et inscrit dans la durée. Sans un changement radical de comportement au niveau des soins apportés aux femmes enceintes, aux nourrissons et aux jeunes enfants, aucun progrès notable ne pourra être pérenne en ce qui concerne la malnutrition.

3. Compte tenu du mandat de World Vision lié au bien-être des enfants, il est nécessaire de contextualiser finement l'approche éducative en étroite collaboration avec le système et les partenaires en place. Dans le cas de la commune de Kathiotte où le taux de scolarisation est faible et la volonté de ses habitants est de garder un système traditionnel, un compromis sur les valeurs religieuses de l'organisation pour offrir un système mixte aurait profité au plus grand nombre.
4. Du fait des nombreux changements récents de structure programmatiques (liés aux restrictions budgétaire et mode de fonctionnement en cluster), la phase transitoire a pris un certain retard, ce qui pourrait mettre en péril certains acquis obtenus par le programme. Dérouler la phase de transition dans son ensemble tout en respectant le calendrier permettrait d'assurer la passation à des partenaires performants.

Nous sommes néanmoins confiantes qu'une large partie des efforts effectués au niveau du développement de la zone de Kathiotte aura un impact dans la durée, et saluons le travail effectué par World Vision pour améliorer le bien-être de la population de cette zone.

Annexes

Annexe 1 : Termes de références

Annexe 2 : Rapport de lancement

Annexe 3 : Bibliographie

Annexe 4 : Questionnaires

Annexe 5 : Base de données

Annexe 6 : Rapport de terrain

Annexe 7 : Liste des personnes interviewées